



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE**

### **VIUZ-EN-SALLAZ**

#### **Demande d'institution d'une servitude pour le passage de canalisations d'eau potable et d'eaux usées**

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département informe le public qu'il a prescrit sur le territoire de la commune de Viuz-En-Sallaz, dans le secteur du Thy, la tenue d'une enquête de servitude pour le passage de canalisations d'eau potable et d'eaux usées.

Cette enquête se déroulera **du lundi 26 septembre au mardi 11 octobre 2022 inclus**.

M. Jean-François TANGHE, secrétaire général en retraite, a été désigné pour exercer les fonctions de commissaire-enquêteur.

Il se tiendra à la disposition des personnes intéressées, en mairie de Viuz-En-Sallaz, les :

- lundi 26 septembre 2022, de 8 H 30 à 10 H 30,
- mardi 11 octobre 2022, de 15 H 00 à 17 H 00,

afin de recevoir leurs observations.

Durant la période fixée ci-dessus, le public pourra consulter le dossier d'enquête en mairie de Viuz-En-Sallaz aux jours et heures habituels d'ouverture des locaux au public, et consigner éventuellement ses observations sur les registres commis à cet effet ou les adresser directement, par écrit, au commissaire-enquêteur en mairie de Viuz-En-Sallaz, siège de l'enquête.

Le dossier sera également disponible sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Savoie [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr) (Publications – Actions participatives).

Le commissaire-enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour dresser le procès-verbal des opérations et pour l'adresser accompagné de son avis en préfecture.

En application de l'article R 152-7 du code rural se rapportant à l'article R. 131-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, il est précisé « *que les propriétaires auxquels notification est faite par l'expropriant du dépôt du dossier à la mairie sont tenus de fournir les indications relatives à leur identité, [...] ou à défaut de donner tous renseignements en leur possession sur l'identité du ou des propriétaires actuels.* »

Le secrétaire général  
chargé de l'administration de l'État  
dans le département,

Thomas FAUCONNIER

